

## **LE GOUVERNEMENT ET LE FNL-PALIPEHUTU SOMMES DE FAIRE LA PAIX AVANT LA FIN DE L'ANNEE : C'EST LE MOINS QUE L'ON PUISSE LEUR DEMANDER!**

« Ah'ubwo babahaye umwanya munini » (d'ailleurs on leur a donné trop de temps), disait une Burundaise ce samedi, réagissant à une question d'une journaliste de la BBC en rapport avec cet ultimatum qui ne dit pas son nom.

Je voulais rappeler à ceux qui l'auront oublié que le Palipehutu (devenu après multiples méandres de l'histoire Palipehutu-Fnl) est âgé de 28 ans. S'il fête son 28ème anniversaire avec la signature de la paix définitive avec le gouvernement, je crois que ç'aura le meilleur cadeau de l'année pour les Burundais, mais aussi une des bonnes apothéoses pour un mouvement auquel les Burundais doivent pas mal de bien, n'en déplaise à ceux qui n'en auront retenu que les ratés.

Mais pour que cette paix soit conclue, il faut que l'autre partie le veuille bien. Ici, je ne voudrais pas verser dans l'équilibrisme classique qui veut que quand on parle de la belligérance on essaie de ne pas responsabiliser une partie. Ce que je dois dire, c'est que toutes les deux parties doivent savoir qu'elles ont perdu la guerre, et qu'il ne leur reste que le moment de se racheter aux yeux du peuple burundais en général et de l'opinion internationale en particulier.

S'agissant des points d'achoppement auxquels buttent l'accord, les positions sont tellement radicales et les points tellement essentiels qu'une partie devra à tout prix céder. « Changer le nom » et « rassembler les combattants », c'est en effet les deux exigences du gouvernement. La question de rassemblement des combattants, je crois qu'elle ne devrait même pas faire objet de diatribe outrancière ; c'est le passage obligé pour toute rébellion pour passer de l'état de mouvement rebelle à l'état de parti politique, sauf dans le cas particulier d'une rébellion qui prend le pouvoir par les armes. Or, j'ignore l'arsenal du Palipehutu-Fnl ; j'ignore l'Etat de son audit aux yeux du monde diplomatique (et il n'est besoin d'être fort en science des relations internationales pour savoir qu'aucune rébellion au monde moderne ne s'installe par les armes au pouvoir sans l'aval des grands lobbies diplomatiques), mais mon intuition me dit que le Palipehutu-Fnl n'est pas en mesure de gagner la guerre par les armes pendant ce siècle !

Quant à la question du nom, on en a dit beaucoup de choses ; je n'y reviendrais pas outre mesure. Tout ce que je dois dire, c'est que les deux parties doivent s'arranger pour que la paix définitive soit signée avant la fin de l'année, et ce avec ou sans le changement de nom. Autrement dit, une partie devra absolument céder. Ne me demandez pas de vous (pré)dire laquelle ; tout ce que je dois dire, c'est que tout dépendra d'au moins trois choses, que je veux formuler à la de Gaules ( quand il dit que la France avait besoin de trois choses pour gagner la guerre) : **l'amour patriotique, l'amour patriotique et l'amour patriotique.**

Car fin des fins, le patriotisme se trouve être de plus en plus la qualité la plus rare chez les Burundais. La médiation a pitié de nous. Et là la question se pose : comment quelqu'un de l'extérieur peut-il avoir plus de pitié pour les Burundais que n'en ont les Burundais pour eux-mêmes ? N'est-ce pas le sommet du cynisme politique ?

Et bondissant sur ce cynisme, je dois déplorer le comportement de certains hommes politiques qui, au lieu de s'asseoir et de réfléchir profondément et assidûment pour proposer une voie originale de sortie de cette marmaille qui nous fait honte aux yeux des nations, n'ont d'autres soucis que de se positionner par rapport aux élections de 2010 ! Oui, « ndye nk'abandi » ! ( Que je mange comme les autres). Et aujourd'hui, des coalitions sont en train de se constituer. Et posez la question de savoir ce que prépare pour le Burundi de demain ces coalitions, on vous dira : « Nous voulons battre le CDNDD-FDD en l'an « 2010 ». Autrement dit, leur projet pour le Burundi se résume en la victoire contre le régime en place. Je dois rappeler ceci à ceux qui l'ont oublié : **Le Burundi n'a pas besoin des hommes politiques nouveaux ; il a besoin d'hommes politiques neufs !**

Et selon mon humble vision par rapport à ces élections (dont on a certes besoin et qui peuvent être un début du bonheur ou du malheur selon les circonstances), si la question du Palipehutu-Fnl reste telle qu'elle est jusqu'en 2010, deux scénari sont possibles :

- 1) la situation va aller de mal en pis et le pays se trouvera dans l'incapacité de tenir des élections, ce qui prolongera le mandat d'un régime déjà trop éreinté pour rester sur place ;
- 2) les pêcheurs en eaux troubles braveront la situation envenimée et organiseront bon gré mal gré les élections, donc avec toujours un Palipehutu-Fnl en dehors de la République, et on se trouvera avoir fait plusieurs décennies en arrière par rapport au sort des peuples à tous les niveaux !

Voilà pourquoi nous devons nous sentir concernés par la question du Palipehutu-Fnl avant toute autre préoccupation.

En un mot comme en cent, je crois que l'ultimatum adressé aux deux parties en conflit n'est pas une simple formalité d'usage ; on en a connu d'autres qui n'ont eu que l'effet d'annonce. Et quand on observe le malheur des peuples Burundais, dont l'une des causes se trouve être bien sûr cette situation d'une guerre d'après la guerre, le moins que l'on puisse demander aux belligérants, c'est de non rien demander encore au peuple, s'ils n'arrêtent pas de le fatiguer démesurément ! Le peuple ne veut plus entendre aucune justification ; la guerre a fait plus que durer ! Et pour l'arrêter une bonne fois pour toutes, l'initiative n'incombe plus aux seules belligérants, et moins encore à quelque médiateur extérieur. Il faut que les hommes politiques Burundais eux-mêmes arrêtent de limiter leurs actions à la critique : tout a été dit au niveau de la critique ; on sait qui a tort et qui a raison si raison il en est ; c'est le moment de proposer les solutions pratiques, patriotiques et applicables tout au plus tard tout de suite.

Sébastien Ntahongendera.